

Le Président

DREAL Auvergne-Rhône-Alpes
MRAe

Service connaissance, information, développement
durable et Autorité environnementale
69453 LYON Cedex 06

SBC/ DEP 1445

Aurillac, le 24 octobre 2024,

Objet : Recours gracieux contre la décision du 6 septembre 2024 (n°2024-ARA-KKPP-3510) soumettant le projet de modification n°3 du site patrimonial remarquable d'Aurillac à évaluation environnementale

Mesdames, Messieurs,

Par décision en date du 6 septembre 2024 (n°2024-ARA-KKPP-3510) vous soumettez le projet de modification n°3 du site patrimonial remarquable d'Aurillac à évaluation environnementale en considérant que le déclassement la chapelle de Saint Eugène, incendiée en 2022, serait susceptible d'avoir une incidence notable sur l'environnement et la santé humaine au sens de l'annexe II de la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001.

Pour rappel, l'annexe II de la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 établit une liste de critères permettant de déterminer l'ampleur probable des incidences notables sur l'environnement que pourraient avoir des modifications mineures ou sectorielles de plans et programmes. Si l'on se réfère plus précisément au 2^{ème} paragraphe de cette annexe, sont énumérées « les caractéristiques des incidences et de la zone susceptible d'être touchée » par la modification et notamment « la valeur et la vulnérabilité de la zone susceptible d'être touchée, en raison : de caractéristiques naturelles ou d'un patrimoine culturel particuliers, d'un dépassement des normes de qualité environnementales ou des valeurs limites, de l'exploitation intensive des sols ». Il semblerait que, parmi les dix critères permettant de caractériser les incidences notables à l'environnement visés au paragraphe 2 de l'annexe II, la seule présence d'un patrimoine culturel particulier (les ruines de la chapelle) ait justifié la demande de réalisation d'une évaluation environnementale.

Le site de Saint Eugène, situé dans les faubourgs ouest d'Aurillac, comporte un établissement scolaire désaffecté depuis près de 10 ans. Sur ce site relativement enclavé, deux bâtiments sont repérés en deuxième catégorie dans l'AVAP-SPR¹, l'ancienne chapelle, en partie détruite suite à un incendie et le bâtiment de l'ancien lycée.

¹ Immeuble à structures bâties dominantes de type traditionnel : La protection couvre les constructions qui, par leurs volumes et leur aspect architectural participent, à l'ensemble urbain qu'elles créent, soit par l'unité des styles, soit par l'unité d'échelle, soit pour leur qualité architecturale. Les constructions relèvent des différents types architecturaux constituant le patrimoine bâti de la commune : maisons de villes, maisons des faubourgs, maisons bourgeoises, édifices ruraux. Apparemment moins expressives en détails architecturaux, la nature du bâti, son ancienneté les intègrent dans l'objectif de préservation tout en élargissant les possibilités de transformations. Leur démolition est interdite.

Le propriétaire actuel du site, bailleur social, travaille sur la définition d'un programme d'aménagement dont les éléments principaux sont la construction de 170 logements, le désenclavement du site, la dimension paysagère et la place de la mobilité douce ainsi que la préservation du bâtiment de l'ancien lycée pour accueillir une résidence de 57 logements pour l'accueil de jeunes actifs. La chapelle est dans un état tellement dégradé qu'il n'a pas été possible de l'inclure dans le programme d'aménagement sans remettre en cause sa viabilité économique du projet. De nombreux échanges ont eu lieu au sein de la commission locale avant le lancement de la procédure de modification et il en est ressorti une position unanime des membres en faveur de la suppression de la chapelle dans la mesure où la présence et le maintien de l'ancien collège permettrait de maintenir et mettre en valeur le patrimoine culturel du site. C'est d'ailleurs en ce sens que la modification n°3 a été prescrite :



La présence du bâtiment va imprimer les autres aménagements, sera un élément moteur, avec une modernité respectueuse de l'ancien.

Extrait de la note de présentation de la modification n°3 de l'AVAP-SPR d'Aurillac.

Aussi, par sa seule présence, le bâtiment de l'ancien lycée, construit en 1881, tend à la préservation du *patrimoine culturel particulier* que constitue cet ancien ensemble scolaire.

Si l'on prend le projet dans sa globalité, la réhabilitation de cette friche à proximité du centre-ville d'Aurillac répond à de nombreux enjeux environnementaux et sanitaires (densification de l'habitat et lutte contre l'étalement urbain, dés-imperméabilisation du site, aménagement paysager, développement des mobilités douces, mise sur le marché de logements sociaux ou abordables) dont le cumul conduira à des incidences positives sur l'environnement et la santé tout en assurant la préservation du patrimoine culturel.

Je joins au présent courrier les comptes-rendus des commissions locales qui attesteront de la démarche concertée et partagée avec les acteurs locaux référents en matière d'architecture et du patrimoine.

Pour ces différentes raisons, je vous saisis d'un recours gracieux à l'encontre de la décision du 6 septembre 2024 (n°2024-ARA-KKPP-3510) soumettant le projet de modification n°3 du site patrimonial remarquable d'Aurillac à évaluation environnementale et sollicite un nouvel examen au cas par cas du dossier.

Je vous remercie pour l'attention que vous porterez à la présente et vous prie d'agréer, Mesdames et Messieurs, l'expression de mes sentiments distingués.

Pour le Président,
Le Vice-Président en charge de
l'urbanisme,



Alain COUDON.

The circular stamp contains the following text: "COMMUNAUTÉ D'AGGLOMERATION", "3, Place des...", "B.P. 50...", "15005 ALPHILLAC Cedex", and "DU DÉPARTEMENT DE L'ALLIER".

Pièces jointes :

- Comptes-rendus des réunions de la commission locale

Affaire suivie par :

Sophie BERGOIN-CAPELLE

s.bergoincapelle@caba.fr

